



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°12 – du 16 au 23 mars 2023

En bref

- Le Royaume-Uni et les Pays du Golfe ont achevé leur troisième cycle de négociations commerciales.
- Selon la Banque d'Angleterre, les anticipations d'inflation des agents pour 2023 diminuent de 4,8 % en novembre 2022 à 3,9 % en mars 2023. Les anticipations d'inflation sur les douze prochains mois sont également révisées à la baisse, de 3,4 % à 3,0 %.
- L'OCDE révisé à la hausse ses prévisions de croissance économique britannique pour 2023 et 2024. Le PIB devrait se contracter de 0,2 % en 2023, soit une amélioration de 0,2 pt par rapport aux prévisions de novembre. La prévision de croissance de 2024 est également revue à la hausse, de 0,7 pt, s'élevant désormais à 0,9 %.
- Le cabinet de conseil London Economics a estimé l'impact économique de l'université de

LE CHIFFRE À RETENIR

-36

L'indice de confiance GfK reste négatif mais augmente de deux points en mars sur un mois.

Cambridge à près de 30 Md£ par an et a estimé qu'elle soutenait 86 000 emplois directs et indirects. Selon cette étude, commanditée par l'université elle-même, la majeure partie de l'impact économique (23 Md£) provient de la commercialisation de la recherche universitaire.

📌 Fait marquant : Le taux directeur de la Banque d'Angleterre passe à 4,25%.

Lors de leur réunion du 23 mars, la majorité des membres du Comité de Politique Monétaire de la Banque d'Angleterre (BoE) s'est exprimée en faveur d'une hausse du taux directeur de 4,0 % à 4,25 %. Cette décision, publiée au lendemain du relèvement par la Fed de son taux de 25 points de base, correspond aux anticipations exprimées par les marchés financiers et les économistes. Depuis le dernier comité datant du 2 février 2023, les données économiques mondiales et nationales ont surpris positivement expliquant cette décision et conduisant la Banque d'Angleterre à réviser à la hausse ses prévisions de croissance économique du RU. L'ensemble des membres du Comité s'accorde toutefois pour affirmer que les incertitudes entourant les perspectives financières et économiques ont augmenté depuis février dernier. La BoE maintient sa ligne de communication sur son approche : en cas de pressions plus persistantes, de nouveaux resserrements de politique monétaire seraient nécessaires.

📊 Actualité macro-économique

D'après l'[ONS](#), l'emprunt public britannique de février 2023 (16,7Mds£) est le plus élevé constaté sur un mois de février depuis 1993 en raison des fortes dépenses liées aux dispositifs de soutien face à la crise énergétique – La charge d'intérêt, s'élevant à 6,9 Md£ sur le mois, est en baisse de 1,3 Md£ par rapport à février 2022 grâce à la

baisse du RPI (Retail Price Index), une partie des coupons des *gilts* étant indexée sur cet indice. En conséquence, le déficit public sur l'année fiscale, d'avril 2022 à février 2023 s'élève à 132,2 Md£. Au total, la dette publique s'élève à 2 507,3 Md£ soit 99,2 % du PIB.

Après 4 mois de baisse consécutive, l'inflation ([IPC](#)) est en hausse en février 2023, s'élevant à 10,4 % après 10,1 % le mois précédent – Les principaux moteurs de cette accélération sont les hausses de prix dans

l'hôtellerie-restauration (contribution à la hausse de 0,20 pt), de l'alimentaire hors boissons alcoolisées (0,15 pt) et des vêtements et chaussures (0,11 pt). Les prix pratiqués dans les hôtels et restaurants ont augmenté de 12,1 % au cours de l'année se terminant en février 2023, contre 10,8 % au cours de l'année s'achevant en janvier 2023. Les hausses de prix observées dans l'alimentaire hors boissons alcoolisées sont les plus fortes depuis plus de 45 ans, s'élevant à 18,0 % en février sur douze mois après 16,7 % en janvier. L'effet à la hausse le plus important a été enregistré sur les légumes, les médias faisant état de pénuries en raison du mauvais temps en Europe du Sud et en Afrique et de l'impact de la hausse des prix de l'électricité sur les produits cultivés hors saison dans les serres du Royaume-Uni et de l'Europe du Nord. Ces mouvements à la hausse ne sont que partiellement compensés par un effet à la baisse constaté dans le secteur des loisirs et de la culture, apportant une contribution négative de -0,11 pt. L'inflation sous-jacente (excluant l'énergie, l'alimentaire, l'alcool et le tabac) augmente également entre janvier et février, de 5,8 % à 6,2 %.

Selon le [FT](#), le gouvernement britannique pourrait ne plus anticiper la hausse de l'âge permettant de bénéficier de la pension de retraite publique – Actuellement fixé à 66 ans, cet âge doit progressivement augmenter pour atteindre 68 ans après 2044. Le gouvernement comptait avancer cette échéance à 2037-39 et devait confirmer cette volonté en mai 2023 mais il devrait finalement repousser la décision à une date ultérieure aux prochaines élections.

Actualité commerce & investissement

Le Royaume-Uni et Israël [annoncent](#) la signature d'une feuille de route sur les relations bilatérales en vue de stimuler les liens économiques, sécuritaires et technologiques – S'agissant des relations commerciales, la feuille de route réitère la volonté de renforcer l'accord commercial en vigueur, hérité de l'UE, afin de refléter davantage les secteurs d'expertise des deux pays, à savoir les services financiers et l'innovation. Par ailleurs, les deux pays s'engagent à travailler sur des projets communs au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est par l'intermédiaire d'un groupe d'investissement conjoint. En outre, les gouvernements britannique et israélien co-organiseront un sommet sur l'innovation et l'investissement à Londres (aucune date annoncée).

Le Royaume-Uni et le Kenya ont tenu leur [premier conseil](#) à Londres dans le cadre de l'accord de partenariat économique – Ce conseil permet d'assurer un suivi biennuel de l'accord de partenariat économique entré en vigueur en mars 2021 octroyant un accès en franchise de douanes sur le marché britannique.

Selon le [rapport](#) de l'*Office for the Internal Market (OIM)*, le marché intérieur britannique ne rencontre pas de difficulté depuis la sortie effective de l'UE – Cependant, le rapport souligne qu'un certain nombre de réformes pourraient conduire à des divergences citant notamment la *Retained EU law Bill* prévoyant une *sunset clause* qui permet au gouvernement de révoquer l'ensemble des

lois héritées de l'UE d'ici la fin de l'année 2023. Par ailleurs, selon l'OIM, le statut particulier de l'Irlande du Nord pourrait engendrer également une divergence passive sur certains aspects réglementaires (citant, par exemple, les différences entre le programme REACH relatif aux produits chimiques au niveau européen et britannique).

La Chambre des communes approuve le Stormont Brake prévu par le cadre de Windsor par 515 voix contre 29 – Le « Stormont Brake » est un mécanisme d'urgence octroyant au gouvernement britannique la possibilité de suspendre l'application d'un acte législatif de l'UE à la demande de 30 députés de l'Assemblée nord-irlandaise. A noter que le mécanisme a vocation à être utilisé en dernier ressort si l'acte en question génère un impact significatif et durable sur la vie des communautés d'Irlande du Nord. Alors que la majorité du parti conservateur a soutenu l'actuel premier ministre Rishi Sunak, les anciens premiers ministres Boris Johnson et Liz Truss ont exprimé leur opposition au projet, le parti unioniste (DUP) s'est lui aussi opposé au projet considérant que ce nouveau cadre ne fournissait pas une « base durable ».

Actualité financière

1. Réglementation financière et Marchés

La Banque d'Angleterre (BoE), en coordination avec la Banque du Canada, la Banque du Japon, la Banque centrale européenne, la Réserve fédérale et la

Banque nationale suisse, a annoncé une action visant à renforcer l'apport de liquidités en dollars américains aux banques – Cette facilité d'échange de dollars quotidienne devrait fonctionner au moins jusque fin avril. Pour rappel, ce mécanisme avait été mis en place en 2007, afin de garantir des capacités de liquidités en dollars aux différentes banques centrales. La BoE a déclaré qu'elle annoncerait les détails de l'opération chaque jour à 8h15.

New Financial, groupe de réflexion s'intéressant aux services financiers, a publié un rapport sur les marchés de capitaux au Royaume-Uni – Selon celui-ci, le principal problème des marchés de capitaux britanniques réside dans la modification de l'allocation des actifs des fonds de pensions domestiques depuis deux décennies. L'allocation au marché boursier britannique serait ainsi passée de 53% en 1997 à 6% en 2022 tandis que les obligations constitueraient 56% du bilan de ces fonds de pensions. Depuis 2000, la part du marché boursier britannique détenue par les sociétés de retraite et d'assurance britanniques est passée de 39 % à seulement 4 %. En outre, à peine 1 % des 4,6Tn£ d'actifs des fonds de pensions et des assureurs est investi dans des sociétés britanniques non cotées. Ce manque de profondeur de marché impliquerait des valorisations plus faibles des entreprises cotées pouvant générer des sorties de cotations vers des marchés plus liquides comme les Etats-Unis.

2. Banques et assurance

La BoE a publié une déclaration rappelant la hiérarchie des créanciers dans un contexte de liquidation ou de résolution bancaire – Suite à l'action du régulateur suisse dans le

cas de Credit Suisse, ayant écrasé les porteurs d'instruments de passif de type AT1 avant ceux porteurs de *Core Equity Tier 1* (CET1) la BoE a tenu à rassurer en rappelant sa position. Dans le cadre britannique, transposant les normes internationales bancaires, les instruments AT1 se situent avant ceux rentrant dans le CET1 et après ceux du *Tier 2* dans la hiérarchie des créanciers, qui pose l'ordre dans lequel les pertes sont imposées aux créanciers en cas de liquidation.

J. Hunt, Chancelier de l'Echiquier, a été [interrogé](#) par la Chambre des Lords sur les réformes du système financier dans le sillage de la faillite de la Silicon Valley Bank (SVB) – Pour rappel, le paquet de réformes dit « d'Edimbourg » prévoit entre autres de diminuer les exigences relatives à la séparation des activités bancaires de dépôts et d'investissements ainsi que de diminuer certaines exigences réglementaires pour les petites banques. Auditionné, J.Hunt a répondu que ces réformes permettront d'accroître la stabilité financière et qu'ils n'avaient pas oublié les leçons de la crise financière de 2008. Il a dans ce cadre confirmé que le projet de loi est maintenu. Le chancelier a également été [contacté](#) par T. Siddiq, Ministre fantôme travailliste de la City, qui a estimé qu'il faudrait mettre en place « un examen systémique de l'impact des hausses de taux d'intérêt et de l'incertitude plus générale du système financier mondial sur notre secteur financier et notre système bancaire ».

UKFinance a publié une [étude](#) sur les prêts aux PME britanniques du T4-2022 – Les prêts accordés par les principales banques ont totalisé 18,4Mds£ en 2022. En raison de l'incertitude économique et de la hausse des taux d'intérêt, les PME se sont montrées plus prudentes au cours de la seconde moitié de

l'année, avec un net ralentissement au second semestre (5Mds£ au T1-2022 vs 4,4Mds£ au T3 et 4Mds£ au T4). Le nombre de demandes de découvert a augmenté de 22 % en 2022 par rapport à l'année précédent, induit par la hausse des prix de l'énergie. Selon le rapport, dans l'ensemble, les PME ont commencé à utiliser l'épargne accumulée pendant la pandémie, ce qui explique aussi en partie la diminution des prêts.

Dans un [rapport](#), le cabinet de conseils financiers et économiques Oxera estime que la mise en œuvre des règles de Bale 3.1 par la BoE pourrait diminuer de 44Mds£ les prêts accordés aux PME – Pour rappel, la Prudential Regulatory Authority (PRA) a annoncé en décembre les plans de révision du traitement des capitaux pour les prêts aux petites entreprises. L'une des modifications proposées est la suppression d'un traitement prudentiel favorable pour les prêts aux PME pour les banques, en faveur de ce que les régulateurs appellent une approche davantage "basée sur le risque". Selon le cabinet, les changements proposés pourraient entraîner une baisse de 44Mds£ du volume de prêts octroyés aux PME britanniques, à cause de l'augmentation de capital nécessaire pour y adosser ces prêts. Le changement impacterait davantage les grandes banques et pourrait aussi se répercuter sur les établissements financiers non-bancaires, moins régulés, qui pourraient au contraire octroyer davantage de prêts aux PME. Le volume actuel du stock de prêts aux PME de 2022 est de 165Mds£.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international